

Un tract chiant de plus ?

Les tracts servent en général à répéter les mêmes banalités, à servir de publicité pour les entreprises syndicales et politiques, en ignorant l'essentiel : l'horrible futur qui nous guette, si la tendance à éviter d'affronter ce sinistre présent perdure.

La période est à la confusion. Le verrou syndical qui s'exerce dans les mouvements n'a rien de nouveau. Ce qui l'est, c'est plutôt le verrou actuel sur la critique des syndicats, acceptés comme tels par la majorité.

Les syndicats comme principal obstacle au développement de luttes autoorganisées...

Dernièrement, dans le « mouvement » contre la Loi Travail, le rôle qu'ont joué, une énième fois, les syndicats, correspond bien à leur fonction dans la société. Rien d'étonnant à ce que des appareils bureaucratiques, intégrés à l'appareil d'État depuis des décennies à travers les instances représentatives et paritaires, organisent les grèves les jours creux, les limitent à une durée de 24h, ne favorisent pas des AG ouvertes à d'autres secteurs pour briser les séparations corporatistes, ou négocient secrètement.

Derrière leurs arguments de défense du service public et donc de « l'intérêt général », de prétendus « acquis sociaux » (il est certes normal dans certains cas de ne pas se laisser enlever le peu qu'on a, mais les « acquis » restent des concessions faites aux exploités lorsque leurs mobilisations ont une certaine ampleur, le plus souvent pour les calmer, et si possible les faire participer encore plus à leur propre exploitation à travers la cogestion), la CGT et les autres syndicats entendent surtout défendre leurs instances de négociation (Comités d'Entreprise depuis 1945, Comités d'Administration depuis 1958, délégués syndicaux, CHSCT, etc.), afin de pouvoir continuer à accompagner les réformes promues par l'État pour la bonne santé du Capital, comme elle le fait depuis que l'État réforme. Même lors de la fameuse affaire des ordonnances (qui ne gênaient pas les gauchistes en 1945 au moment des accords entre De Gaulle et le PC ratifiant la Sécu et la gestion tripartite), Macron n'a pas manqué de consulter les syndicats.

Depuis 95, les « mouvements sociaux », marqués par la revendication très citoyenne d'un service public utile à tous, sont des moments où l'État prend le pouls en vue de négocier avec ses partenaires les syndicats.

Après 68 et les accords de Grenelle, il était au moins devenu clair pour beaucoup que la CGT et les autres syndicats étaient des machines bureaucratiques, qui ne pouvaient faire autre chose que stopper l'autoorganisation et la révolution. Ce rôle n'a cessé de se renforcer par la suite, et la CGT de négocier en haut lieu, tant dans le domaine du nucléaire que dans les mesures constamment imposées par l'État pour venir à bout des avancées dans l'autonomie des luttes.

SUD diffuse cette image d'un syndicat plus à même d'intégrer des gens plus rebelles, moins politiciens. Mais son rôle de négociation reste dans la logique générale. Pour exemple, sur le nucléaire, SUD parle d'un retrait lent de l'énergie nucléaire civile, sans rien dire sur les utilisations de l'énergie nucléaire militaire ; SUD parle aussi d'énergie alternative, etc., mais, comme la CGT, présente des candidats au Conseil d'Administration de la Commissariat de l'énergie atomique (CEA). En voilà donc un syndicat radical !

Le mouvement antiCPE de 2006 a constitué un sursaut, une victoire momentanée. Mais il n'a pas encouragé durablement les gens à lutter davantage. Il n'y a pas, dans cette société, de victoire si l'autoorganisation ne sort pas renforcée des luttes, si elles ne montent pas en intensité et en profondeur dans la critique, si elles ne s'étendent pas hors de leur lieu et de leur contexte d'origine.

Ainsi les dernières années sont particulièrement moroses, et c'est tout le pire de l'idéologie dominante qui avance à pas de géants : la précarité accrue répond l'idéologie accrue de l'argent, le renforcement des séparations (avec le triomphe des pseudoidentités, réduisant les individus et leur complexité à des catégories prisées par les affaires et la politique, fondées sur la sexualité, la couleur de peau ou les origines), lejem'enfoutisme, le nihilisme actif ou passif consistant à se foutre de tout puisque les choses sont comme elles sont et qu'on ne peut rien y faire.

« L'unité » comme faux remède

Pour les militants actuels (c'est-à-dire ceux qui ont une chapelle à défendre), le remède à cette situation se trouverait dans l'unité et la fameuse convergence des luttes. La convergence des luttes est un mot creux, vide de sens, puisqu'il n'y a rien à faire converger à part des groupes politiques et/ou syndicaux recherchant une unité momentanée pour des objectifs qui les regardent.

Pour nous, qui n'en faisons pas partie, et cherchons à se débarrasser de nos chaînes, l'idéologie de l'unité sert surtout à tolérer ce monde et à s'y soumettre ; c'est un concept que les racketteurs organisés utilisent pour dire « Ta gueule » aux voix discordantes et minoritaires.

« L'unité », justifiée par l'argument qu'il ne faut pas se séparer, être minoritaires, sert surtout à happer un maximum de gens dans la logique dominante, et, lorsqu'elle fonctionne, paralyse les initiatives, en orientant les énergies vers les méthodes classiques de la représentation et de la négociation, contre une autonomie entière des révoltés. Elle empêche toute discussion, toute possibilité pour les individus d'échanger des avis et de dépasser leurs limites, leurs illusions, en leur donnant le faux sentiment de faire partie de quelque chose, alors qu'ils en sont les jouets. Et le

qualificatif de sectaire est vite employé pour éviter de tenir compte de qui est pertinent dans ce qui ose ne pas accepter aveuglément tout ce qui fait passer pour une « opposition ».

Ce n'est qu'avec le débat et la critique que les révoltés, les prolétaires peuvent entrevoir de nouvelles possibilités, concevoir le projet de se débarrasser de cette société, et commencer à y travailler.

Nous ne sommes pas faibles parce que nous sommes divisés, mais divisés parce que nous sommes faibles.

Il est nécessaire que les mouvements aillent au-delà du symbolisme, vers une critique de la politique et des rôles qu'elle légitime. Il est nécessaire que se produisent des moments où les rôles sociaux sont dépassés. Personne ne peut croire que les travailleurs du privé se mobiliseront réellement pour défendre le « service public », catégorie qui enferme les exploités du public dans leur rôle de sacrosaint défenseurs des intérêts de tous, au lieu de défendre les leurs, et de chercher à se mettre en

lien avec les autres.

Événements récents

Dans les semaines passées, à Notre-Dame-des-Landes, où un certain refus de cette réalité sociale s'est jouée ces dernières années, avec d'inévitables contradictions, parfois lourdes, l'idéologie de l'unité a servi aussi, une fois de plus, à briser les initiatives qui sortaient du projet établi par les représentants auto-proclamés de négocier avec l'État tout en affirmant le contraire, à grands cris d'insurrection. C'est bien la construction d'alternatives qui se joue, et non l'opposition, cherchant à s'étendre à tout le social, lorsque des représentants auto-proclamés préparent le terrain aux flics ou commencent son sale boulot de répression et d'expulsions.

À l'Université de Montpellier : l'unité contre le « fascisme » du doyen et de ses sbires, a servi, une fois de plus, à demander aux autorités le rétablissement d'une vraie « justice », un vrai fonctionnement démocratique. Mais réclamer la reconnaissance par l'État de ses erreurs, réclamer une « justice » juste, c'est reconnaître les prérogatives de l'État, légitimer son rôle dans le contrôle et l'exploitation, cela même qui le constitue. Pendant ce temps, à la fac, les cours continuent, sous une forme plus ou moins auto-organisée, mais sans faire tomber les rôles professeur/élève, sans critique sur la nature des matières universitaires et l'intérêt des discussions pour la critique des rapports d'autorité.

Mais des actions échappent aussi à cette logique, comme le sabotage du système informatique de la fac le 11 avril.

Il est certain que nous vivons dans une atmosphère difficile : catastrophe écologique, menaces de guerre, répression intensifiée de tout ce qui est humain (jusqu'aux plaisirs les plus simples), confusion et isolement accrus, batailles d'égo de gens séparés, addictions folles et dépression. La résignation pousse à l'acceptation de cette société, au manque de confiance en soi et dans les autres.

Nous devons critiquer, en paroles et en actes, ce qui crée et ce qui justifie cet état de choses, les compensations par la culture et le consumérisme que cette société nous tend comme des anesthésiants pour nous détourner de la pauvreté de notre vie quotidienne.

Nous ne pouvons attendre d'être sauvés par un mouvement auquel on ne contribuerait que comme suiveurs, comme spectateurs. L'histoire n'est pas une force extérieure aux individus, et il y a nécessité à tenter de comprendre les forces et les faiblesses des mouvements du passé, pour faire des tentatives nouvelles, sans rechercher la perfection, mais plutôt une voie qui nous permette de concevoir autre chose.



Pour un Mouvement d'émeutes, de grèves sauvages, de Sabotage et d'occupations partout !

